

Suicide d'une démocratie

par **Alain Cambier**

Chercheur associé à l'UMR 8163 « Savoirs, textes, langage » (STL) à l'Université de Lille.

On savait la démocratie fragile, voire malade. On la savait également menacée par des Etats autocratiques de plus en plus hostiles. Pouvait-on cependant imaginer qu'une démocratie s'autodétruit volontairement ? C'est pourtant ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis : une majorité d'Etats et d'électeurs ont décidé d'envoyer au pouvoir D. Trump et, depuis sa prise de fonctions le 20 janvier dernier, nous avons compris qu'il ne s'agissait plus d'une alternance classique, mais d'un véritable changement de régime. Lui-même envisage de ne pas quitter le pouvoir au bout des quatre ans de son mandat, alors que la constitution le lui interdit expressément. Au-delà de ce qui n'est peut-être qu'une lubie de sa part, tout porte à croire que les Etats-Unis auront changé de visage au bout de ces quatre ans de mandat. Car ce n'est pas seulement la personnalité de D. Trump qui apparaît inquiétante, mais le fait qu'il cristallise sur son nom la puissance de trois familles idéologiques réactionnaires : les intégristes religieux chrétiens, les populistes conservateurs et les techno-libertariens. Malgré leurs divergences, ces trois courants poursuivent un but commun qui n'est autre que le démantèlement de la démocratie et de ses institutions. Certes, minée par des politiques récurrentes de discrimination raciale, la démocratie américaine a connu d'autres types de travers : dans les années 1950, le maccarthysme en fut une déplorable illustration. Mais aujourd'hui il ne s'agit plus d'une « chasse aux sorcières » dans le contexte d'une guerre froide, mais bien de s'attaquer aux racines mêmes de la démocratie accusée de tous les maux et, en particulier, d'être à la fois trop laxiste et trop normative. Désormais, adepte de la novlangue orwellienne, c'est paradoxalement au nom d'une certaine démocratie que Trump mène une croisade à marche forcée contre la démocratie américaine, sur un chemin qui se veut sans retour.

En publiant en 2004 *Le Complot contre l'Amérique*, Philip Roth croyait écrire sur un cauchemar auquel l'Amérique avait échappé : il imaginait une uchronie, c'est-à-dire une histoire alternative des années 40 qui aurait vu l'élection du charismatique Lindbergh, complaisant avec le nazisme et candidat des républicains isolationnistes, à la place de celle de Franklin Roosevelt. Dans cette fiction, Lindbergh se réclamait de l'organisation *America First* créée en 1940 : c'est avec le même slogan que Trump revendique aujourd'hui un pouvoir absolu et justifie un glissement vers la tyrannie, au point que le cauchemar envisagé au passé est en train de devenir une réalité où la démocratie n'est plus devenue que le nom de la servitude volontaire.

Les Etats-Unis et la démocratie

Même si la démocratie américaine est loin d'être parfaite, elle a longtemps été considérée comme une référence, en témoigne l'ouvrage de Tocqueville *De la Démocratie en Amérique*, écrit dès les années 1835-1840. Après un voyage de

presqu'un an aux USA, Tocqueville a consacré la première partie de son ouvrage à exposer les conditions historiques et géographiques du système politique en vigueur là-bas et il y a trouvé des enseignements à portée universelle : « Dans l'Amérique j'ai vu plus que l'Amérique »¹. Il voit alors les Etats-Unis comme le laboratoire de l'émergence de l'*homo democraticus*, alors que la France reste toujours tentée par l'absolutisme monarchique. Si les Etats-Unis et la France ont fait presque en même temps leur révolution, à la fin du XVIII^e siècle, cette dernière est restée marquée par un tropisme centralisateur, au point qu'aujourd'hui encore son régime politique peut apparaître comme une « monarchie républicaine »². A la différence des révolutionnaires Français qui se sont inspirés plus volontiers de Rousseau, Tocqueville souligne que les Américains ont beaucoup mieux assimilé les principes de l'auto-limitation du pouvoir que Montesquieu avait formulés : « Il faut que par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir »³. Le premier principe est bien celui de la séparation des pouvoirs entre le législatif,

¹ Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, I, Introduction.

² Selon l'expression célèbre de Maurice Duverger.

³ Montesquieu, *De L'Esprit des lois*, Livre XI, chap. 6.

l'exécutif et le judiciaire : la constitution est alors censée garantir cette fragmentation institutionnelle qui permet d'éviter toute concentration monopolistique du pouvoir.

Cette séparation des pouvoirs ne doit pas être entendue de manière simplement formelle, mais renvoie à une dynamique de forces qui peuvent à la fois collaborer ou se neutraliser : d'où la doctrine de « *checks and balances* » établie par la constitution américaine écrite en 1787. Comme le disait John Adams : « Le pouvoir doit être opposé au pouvoir, la force à la force, la puissance à la puissance, l'intérêt à l'intérêt, de même que la raison doit être opposée à la raison, l'éloquence à l'éloquence et la passion à la passion »⁴. Cette exigence de partage du pouvoir apparaît également dans la répartition des compétences politiques entre organes fédéraux et Etats fédérés. Mais l'enjeu n'est pas simplement de limiter, de manière verticale, la logique de puissance qui taraude tout pouvoir : la démocratie suppose la limitation horizontale du pouvoir politique par le biais de la reconnaissance des droits naturels des personnes, c'est-à-dire des droits de l'homme. D'où le rôle accordé à la société civile, à la liberté de la presse et aux associations qui permet d'exprimer les discordances qui traversent toute société, puisqu'elles sont aussi la clé du bouillonnement de ses idées et génératrices de sa dynamique. D'où également la reconnaissance de la « désobéissance civile » : c'est un américain - H.D. Thoreau - qui en arrive à la théoriser en 1846. La démocratie est le régime le plus en phase avec « l'insociable sociabilité de l'homme »⁵ qui constitue le ferment de son progrès. Mais si Tocqueville observe les atouts de la démocratie, il pointe aussi les menaces qui peuvent peser sur elle. Il souligne, en particulier, la propension des citoyens repliés sur eux-mêmes et obnubilés par leur confort matériel à se laisser tomber dans une servitude volontaire, au point que « l'on voit les hommes qui supportent si malaisément des supérieurs souffrir patiemment un maître, et se montrer tout à la fois fiers et serviles »⁶. Tocqueville souligne que cette tendance est amplifiée par ce qu'il appelle la « débilité » des citoyens, c'est-à-dire cette faiblesse qui consiste à se complaire dans l'ignorance, accentuée par la propension du pouvoir à les maintenir dans l'hébéture, à les infantiliser.

Calliclès au pouvoir

Dans sa critique de la démocratie athénienne, Platon avait déjà souligné que la démocratie pouvait elle-même favoriser l'instauration de la tyrannie : « Le peuple n'a-t-il pas l'invariable habitude de choisir un favori qu'il met à sa tête et dont il nourrit et accroît le pouvoir ? »⁷. L'analyse de Platon

vaut pour son époque, mais elle a aussi constitué une leçon pour d'autres temps : en répertoriant les traits propres au despotisme - dont le fait que pour assurer son pouvoir absolu, « un tyran est toujours contraint de fomenter la guerre » - Platon a mis au jour la logique inhérente à l'apparition de ce type de régime et aux conditions de son maintien en place. L'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933-34, qui mit fin à la démocratie parlementaire en sabordant la République de Weimar, semble confirmer encore cette analyse des conditions de la propagation du mal politique. Mais si l'on peut aujourd'hui rapprocher la venue au pouvoir de Trump d'un personnage des *Dialogues* de Platon, il n'est autre que Calliclès. Dans le *Gorgias*, Calliclès se présente comme le défenseur du « droit du plus fort » et de la *pléonexie*, c'est-à-dire de cette propension à en vouloir toujours plus, à ambitionner plus que sa part⁸. Trump n'est pas en reste sur ce point, puisqu'en s'appliquant jusqu'à l'extrême la « théorie de l'exécutif unitaire »⁹ qui vise à favoriser un pouvoir discrétionnaire sans freins, il légitime non seulement le recours à l'arbitraire et au culte de la personnalité, mais semble réemboîter le chemin du totalitarisme. Avec sa multiplication des *executive orders*, Trump veut contourner le Congrès et en finir avec le respect de l'autonomie des juges. Or ce goût pour le passage en force éclate aussi en politique extérieure, jusqu'à revisiter l'archaïque doctrine *Monroe* de 1823 et son « corollaire *Theodor Roosevelt* » de 1903 : il ne s'agit pas simplement pour ce « *Tariff King* » de mener une guerre commerciale inspirée de William McKinley entre 1897 et 1901¹⁰, mais de promouvoir un nouvel expansionnisme impérialiste en menaçant de s'accaparer le Groenland, le Canada, voire la bande de Gaza pour en faire une prétendue *Riviera*. Mais ce qui fait aussi de Trump un émule de Calliclès est son recours sans réserve à la *parrhésia*¹¹, c'est-à-dire à l'outrecuidance du verbe sans filtre. Or cette *parrhésia* ne consiste pas simplement à substituer l'outrance injurieuse à l'argumentation, à abuser de la vulgarité en guise de savoir-vivre, mais à se complaire systématiquement dans la post-vérité¹². Dans la droite ligne du *Gorgias* historique qui avait effectivement théorisé le déni de toute réalité objective¹³ et tout comme le revendique son émule Calliclès, Trump considère qu'il n'existe de réalité que dans l'acte performatif de la prise de parole, que dans la force véhémente que l'on met à proclamer haut et fort « midi à sa porte ». Mais ce nihilisme cognitif prend une tout autre dimension qu'au temps de Platon qui s'élevait pourtant déjà contre le dangereux pouvoir des rhéteurs se prétendant « démiurges de persuasion ». Car aujourd'hui les technologies

⁴ Cité par H. Arendt, dans *Sur la Révolution*.

⁵ Expression de Kant.

⁶ Tocqueville, *DDA*, II, IV, 3.

⁷ Platon, *République*, VIII, 565c.

⁸ Cf. Platon, *Gorgias* 482c-484b. Calliclès se fait le défenseur d'une volonté de puissance cynique ; pour lui, la force est la loi suprême : « La marque du juste c'est la domination du puissant sur le faible et sa supériorité admise ».

⁹ Sur cette théorie, cf. notre article dans le LEA n° 5 et intitulé *Fragile démocratie* qui était déjà consacré à Trump.

¹⁰ Président américain qui reconnut, à la fin de son mandat et juste avant de mourir, que sa politique de taxes commerciales était une erreur...

¹¹ Cf. Platon, *Gorgias*, 487a-487d.

¹² Sur la post-vérité, cf. notre ouvrage *Philosophie de la post-vérité*, Hermann Editeurs, 2019.

¹³ La « méontology » tragique du *Gorgias* historique se trouve dans son *Traité du non-être* : cf. Untersteiner, *Les Sophistes*, I, chap. 5 & 6, Vrin, 1993.

dites de l'information et de la communication – *T.I.C.* – sont plutôt devenues celles de la désinformation et de l'incommunicabilité par le biais de l'*astroturfing*¹⁴ : le débat politique s'est déplacé sur des plateformes dominées par des acteurs idéologiques comme Elon Musk et les algorithmes sont utilisés pour décider si tel ou tel message doit être amplifié ou non, en fonction de leurs intérêts. Ces algorithmes renforcent les complottistes dans des bulles informationnelles pour s'organiser ensuite en véritables milices numériques et propager leur haine. Avec le trumpisme triomphe un nouvel âge d'or de l'obscurantisme qui discrédite les sciences et qui, sous prétexte de liberté d'expression, prétend surtout rendre illégitime tout droit à la contradiction.

Démocratie et Etat de droit

L'un des traits principaux du trumpisme tient dans ses attaques répétées contre l'Etat profond, le « *deep state* ». On pourrait l'expliquer par des raisons strictement économiques : les libertariens voient dans l'Etat un obstacle à leur affairisme. « *Smash the State* » est un slogan que l'on trouve de manière récurrente chez ces anarcho-capitalistes : R. Nozick a théorisé¹⁵ ce libertarianisme qui a été repris ensuite en partie par Reagan et surtout par les membres du *Tea Party* qui a émergé sous la présidence d'Obama. Il est clair que lorsqu'on considère que « la société n'existe pas »¹⁶ et que seuls les individus existent, la question sociale perd de sa pertinence. Pour les libertariens, une revanche est à prendre contre l'héritage démocrate du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt et de la *Great Society* de Lyndon Johnson. Il s'agit non seulement de vouloir démanteler la dimension sociale de l'« Etat providence », mais de s'attaquer à tout l'héritage du courant de la raison d'Etat anti-machiavélique inaugurée par Palazzo et Botero, dès le début du XVII^e siècle. Alors que Machiavel faisait reposer l'art politique sur la capacité d'allier la ruse et la force, c'est-à-dire sur la *virtù* entendue chez lui comme une sorte de flair animal, la « bonne » raison d'Etat investit plutôt dans la connaissance, dans le développement des sciences, et promeut une conception pastorale du pouvoir qui a trouvé sa réalisation dans le caméralisme. Plus globalement, il s'agit de développer un art de gouverner - plutôt que de commander - fondé sur une *ratio administrationis*. L'attachement aux règlements est censé témoigner d'une rationalisation de la vie de l'Etat. Cependant, le trumpisme n'apparaît pas simplement comme une entreprise de dérégulation tous azimuts : il apparaît comme une remise en question fondamentale de la « *rule of law* », c'est-à-dire de l'Etat de droit. Or, vouloir se réclamer d'une démocratie sans respect de l'Etat de droit est un non-sens. Qu'on le veuille ou non, toute démocratie reste

une *-cratie* et en tant que telle son pouvoir - fût-il l'émanation du peuple - a nécessairement besoin d'une ossature, d'un encadrement que seul l'Etat de droit peut procurer pour lui éviter de sombrer soit dans la tyrannie, soit dans l'anarchie. Car que serait une démocratie sans Etat, si ce n'est un régime ballotté au gré des sautes d'humeur de la population, des retournements de l'opinion, de l'arbitraire des tempéraments, de la versatilité des émotions ? Aux Etats-Unis, Madison avait très tôt montré qu'il fallait nécessairement associer démocratie et république, pour éviter les dérives du « gouvernement populaire » ou de la « démocratie pure » qui ne peuvent mener qu'à « la violence des factions »¹⁷. Comme l'a souligné H. Arendt, « Le chaos qu'offrent les opinions non représentées, non purifiées faute de filtre pour les faire transiter, se cristallise en une série de sentiments de masse antagonistes sous la pression de l'urgence, dans l'attente d'un homme fort apte à les modeler en « opinion publique » unanime sonnant le glas de toutes les opinions »¹⁸ : avec Trump, nous y sommes puisqu'il prétend être le porte-voix du peuple en corps, même s'il n'a été élu que par une majorité de citoyens, et qu'il s'emploie à démanteler tous les contre-pouvoirs et établir un rapport de forces pour faire taire ses opposants. Vouloir la démocratie sans l'Etat revient à s'exposer à laisser triompher le plus grand démagogue qui se fait le ventriloque des pires préjugés en les attribuant au peuple alors réduit au statut de marionnette. Inversement, si la démocratie ne peut se passer de l'Etat, il ne peut pourtant s'agir de n'importe quelle forme d'Etat : celle qui lui est légitimement appropriée ne peut être, dans ce cas, que l'Etat de droit, c'est-à-dire un Etat à la fois normatif et lui-même normé. Le droit fait passer l'homme du règne des forces au monde des formes et met fin aux rapports de domination sauvage entre les hommes pour leur substituer des règles objectives, reconnues par tous, et s'imposant du citoyen lambda jusqu'aux gouvernants eux-mêmes. A ce normativisme juridique dont Hans Kelsen fut le théoricien, le trumpisme oppose un décisionnisme effréné inspiré de Carl Schmitt qui prétend s'excepter des règles de droit. Or, chez Schmitt, ce décisionnisme est imprégné, à la place du droit, de religiosité mystique qui lui permet de justifier une théologie politique¹⁹ : investi de la mission de décider à lui seul de la situation exceptionnelle, le décideur souverain prend alors la figure du « *katechon* », du sauveur censé retarder la venue de l'*AntéChrist*²⁰. En se réclamant d'une vision disruptive de la temporalité politique, le décisionnisme pur met à mal la démocratie en mettant l'Etat hors de ses gonds. Or, aux USA, sans l'Etat fédéral le pays n'est qu'une mosaïque et sans Etat de droit une marmite bouillonnante de conflits violents...

¹⁴ L'*astroturfing* désigne une méthode frauduleuse de désinformation : en l'occurrence, la contrefaçon d'un mouvement d'opinion qui consiste à faire croire faussement à une impression d'émotion spontanée de la part de la population, alors qu'elle est artificiellement orchestrée par quelques-uns.

¹⁵ Cf. R. Nozick, *Anarchie, Etat et utopie*, PUF, 1988.

¹⁶ Propos de M. Thatcher tenu le 31 octobre 1987.

¹⁷ Cf. *Le Fédéraliste*, n° 10, Rakove, p.160-165.

¹⁸ H. Arendt, *Sur la Révolution*, chap. 6, dans *L'Humaine condition*, Quarto-Gallimard, 2012, p. 523-583. On comprend ici que H. Arendt puisse fustiger l'introduction à l'école de la démocratie chez les enfants, sous prétexte de les « laisser se gouverner eux-mêmes » : une telle situation où les adultes doivent se borner à assister un tel gouvernement ne peut conduire, en fin de compte, qu'au harcèlement d'enfants par « la tyrannie de leur groupe » fort de sa supériorité numérique. Mais tout porte à croire qu'une « démocratie pure » chez les adultes conduirait aux mêmes effets de violence par le biais de la « tyrannie de la majorité ».

¹⁹ Cf. C. Schmitt, *Théologie politique*, Gallimard, 1988.

²⁰ Cf. C. Schmitt, *Ex captivitate salus*, Vrin, 2003.

La démocratie prise dans l'étau d'une internationale réactionnaire

Le trumpisme est largement inspiré par le « *Project 2025* », un plan ultraconservateur et climatodénialiste établi par la *Heritage Foundation* et auquel se sont ralliés des libertariens radicaux comme Peter Thiel, fondateur de *PayPal*, qui considère avec le techno-césariste Elon Musk que la liberté et la démocratie ne sont pas compatibles²¹. Mais le projet n'est pas seulement de triompher de la démocratie américaine : il s'agit de s'en prendre au régime démocratique en général. Le discours du vice-président J.D. Vance²² à Munich, le 14 février 2025, et sa rencontre avec la chef de file de l'extrême droite allemande ont été révélateurs : il s'agit de saper méthodiquement les institutions démocratiques en prétendant qu'elles favorisent la déliquescence des mœurs. De même, la critique de l'Etat de droit se prolonge par une remise en question des acquis du droit international comme la Cour Pénale Internationale et par le mépris contre toutes les instances de coopération internationale comme l'ONU, l'OMS, l'OMC, etc. La volonté d'éradiquer les programmes « *Diversité, équité et inclusion* » s'exporte au point d'exiger son application au sein même des entreprises européennes qui commercent avec les Etats-Unis. Dans cette entreprise de démolition de la démocratie, le trumpisme trouve évidemment dans la Russie de Poutine une alliée objective et compte également, au sein même des pays démocratiques, sur tous ceux qui promeuvent le national-populisme et misent sur un « effet domino ».

Nous assistons à une véritable révolution conservatrice qui peut réellement emporter toutes les démocraties si celles-ci ne prennent pas la mesure du danger existentiel qui les menace. Que ce soit aux Etats-Unis, en Russie ou ailleurs, la tactique répressive au service de cette stratégie réactionnaire est toujours la même : d'une part, désigner un bouc-émissaire minoritaire qui prend le plus souvent le visage de l'étranger pour cristalliser la colère du peuple, et d'autre part, décréter que tous les opposants à leur politique sont non plus de simples adversaires, mais des ennemis de l'intérieur. Face à la complexité de plus en plus grande de nos sociétés, la démocratie est le régime le plus adapté, parce qu'elle seule est capable d'intégrer les contradictions dans le cadre d'une société ouverte. A l'inverse, l'internationale réactionnaire préfère dénier les contradictions en préconisant un repli identitaire totalement sectaire et renoncer à prendre en charge la complexité de nos sociétés post-modernes par le biais d'une politique répressive d'enrégimentement des citoyens. Nous sommes bel et bien à un tournant historique où la porte est étroite entre relever le défi lancé à la démocratie ou subir désormais un néo-totalitarisme, comme si l'histoire des totalitarismes du XX^e siècle²³ n'avait rien appris à ces nouveaux Lotophages²⁴ au pouvoir aux Etats-Unis. Selon la formule trop souvent galvaudée de Tocqueville, mais cette fois appliquée à ceux qui mènent la révolution conservatrice en cours : « Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres »²⁵.

²¹ Cf. l'essai de Thiel de 2009, *The Education of a Libertarian*.

²² J.D. Vance se présente lui-même comme un *Hillbilly*, un « péquenaud » revanchard : cf. son autobiographie *Hillbilly Elegy*, publiée en 2016.

²³ Que ce soit le nazisme ou le stalinisme...

²⁴ Dans l'*Odyssée* de Homère et plus tard chez Platon, les « lotophages » sont ces mangeurs de fleurs de lotus qui les frappent d'amnésie.

²⁵ Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, II, chap. 8.